

Brochure n° 3005-III

Convention collective nationale

IDCC : 2614. – **TRAVAUX PUBLICS**
(Tome III : ETAM)

ACCORD DU 19 DÉCEMBRE 2007
RELATIF AUX SALAIRES AU 1^{ER} JANVIER 2008
(CHAMPAGNE-ARDENNE)

NOR : *ASET0850254M*
IDCC : 2614

Entre :

La fédération régionale des travaux publics de la région Champagne-Ardenne, groupant les entreprises de travaux publics de Champagne-Ardenne, adhérentes :

- au syndicat professionnel régional de l'industrie routière (SPRIR) ;
- aux canalisateurs de France ;
- au syndicat régional des entrepreneurs de travaux publics de Champagne-Ardenne ;
- au syndicat des entreprises de génie électrique (SERCE) ;
- au syndicat des voies ferrées ;
- à l'union des industries et entreprises de l'eau et de l'environnement (UIE),

D'une part, et

La CFDT ;
Le syndicat FO ;
La CFE-CGC BTP,

D'autre part,
il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

Pour 2008, les valeurs des minima annuels des positions de la classification des ETAM des travaux publics figurant en annexe VI de la convention collective nationale des ETAM des travaux publics du 12 juillet 2006 sont les suivantes :

(En euros.)

NIVEAU	SALAIRE MINIMUM ANNUEL base 35 heures
A	16 780
B	17 380
C	19 080
D	21 080
E	22 820
F	25 650
G	28 580
H	30 650

Article 2

Les valeurs prévues à l'article 1^{er} ci-dessus sont majorées de 15 % pour les ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours sur l'année, soit :

(En euros.)

NIVEAU	MAJORATION POUR ETAM bénéficiant d'une convention de forfait en jours
F	29 500
G	32 870
H	35 250

Article 3

Le présent accord sera déposé en 2 exemplaires, une version papier et une version électronique, à la direction des relations du travail, dépôt des accords collectifs, 39-43, quai André-Citroën, 75902 Paris Cedex 15, conformément à l'article L. 132-10 du code du travail.

Un exemplaire sera également déposé auprès du greffe du conseil des prud'hommes du département de la Marne, lieu des signatures.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, des relations sociales et de la solidarité.

Article 5

Toute organisation syndicale non signataire du présent accord collectif régional pourra y adhérer conformément à l'article L. 132-9 du code du travail.

Fait à Châlons-en-Champagne, le 19 décembre 2007.

(Suivent les signatures.)